

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.953/2/V
DU 2 AOÛT 2011

DE LA SECTION DE L'ÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 5 juillet 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « portant des dispositions diverses concernant la mobilité », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Les lettres par lesquelles l'avant-projet a été communiqué aux Régions, qui n'ont pas encore répondu, sont jointes à la demande d'avis.

L'auteur de l'avant-projet veillera à ce que la formalité préalable de l'association des Gouvernements de région soit menée à bonne fin. Si elle devait aboutir à modifier les dispositions examinées, ces dernières devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation.

Examen du projet

Dispositif

Article 4

(modifications de l'article 65 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire)

Au 1°, dans la version française, les mots à remplacer sont « sa saisine » et non « la saisine ».

Article 5
(article 67, § 1^{er}, en projet de la même loi)

1. À l'article 67, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire « ... de l'organe de contrôle ... » et non « ... de l'organe de régulation du transport ferroviaire ... ».

2. L'article 5 mentionne « les détenteurs d'un certificat de sécurité partie B » et « le détenteur de l'agrément de sécurité ».

Dès lors que la loi du 4 décembre 2006 'relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire' ne fait pas mention d'une partie B au certificat de sécurité et ne mentionne pas l'existence d'un agrément de sécurité, il y a lieu de préciser, dans l'avant-projet, dans quelle disposition sont visés chacun de ces deux éléments.

Article 6
(article 4/1 en projet de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire)

Conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 'relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans le Communauté', il y a lieu de mentionner les conducteurs de train qui opèrent « exclusivement » sur des sections de voies qui sont temporairement fermées à la circulation normale.

Article 7
(modification de l'article 12, 11°, de la même loi)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : « remplacé par la loi du 26 janvier 2010 » et non « inséré par la loi du 26 janvier 2010 ».

Article 8
(article 14/1, § 3, en projet de la même loi)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : « Dans l'article 14/1 de la même loi, le paragraphe 3, remplacé par la loi du 23 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit : ».

2. Il y a lieu de prévoir l'audition de l'intéressé avant la sanction du retrait de l'autorisation.

La même observation vaut pour l'article 9 (article 14/2, § 1^{er}, dernier alinéa, en projet).

Article 9
(article 14/2 en projet de la même loi)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner également que l'article 14/2 a été inséré par la loi du 22 décembre 2008.

Article 10
(article 14/4bis en projet de la même loi)

1. Mieux vaudrait insérer le paragraphe 1^{er} en projet dans l'article 14/1, § 1^{er}, de la loi du 19 décembre 2006. Le paragraphe 2 devrait logiquement trouver place après l'article 14/4ter inséré par l'article 11 de l'avant-projet. En conséquence, l'article 14/4bis actuel devrait être abrogé.

2. À titre subsidiaire, dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner que l'article 14/4bis a été « inséré » et non « modifié » par la loi-programme du 23 décembre 2009.

Article 16
(article 37/6, § 4, en projet de la même loi)

1. L'alinéa 1^{er}, 1^o, en projet mentionne « toutes les autorisations », alors que l'article 37/6, § 1^{er}, dispose que l'autorité de sécurité tient un registre de toutes les licences délivrées, mises à jour, renouvelées, modifiées, expirées, suspendues, retirées ou déclarées perdues, volées ou détruites.

Il y a donc lieu de remplacer les mots « toutes les autorisations » par les mots « toutes les licences ».

2. L'alinéa 2 en projet dispose que toutes les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel doivent être respectées « sous peine de nullité ».

Le Conseil d'État se demande sur quoi porte exactement cette nullité.

La même observation vaut pour l'article 17 de l'avant-projet (article 37/14, § 4, alinéa 2, en projet).

Article 23
(modifications de l'article 37/27 de la même loi)

1. Au paragraphe 1^{er}, 3^{bis}° [lire : 3°^{bis}], en projet, il y a lieu d'écrire : « les règles pour la demande et la délivrance d'une reconnaissance ... ».

2. Au paragraphe 1^{er}, 4°, dans la version française, il y a lieu d'écrire « et le 6° » et non « et le 6 ».

3. Au paragraphe 1^{er}, 5°, selon la fonctionnaire déléguée, le mot « examen » doit être remplacé par le mot « keuring » et non par le mot « onderzoek ».

4. Au paragraphe 1^{er}, 6°, selon la fonctionnaire déléguée, il y a lieu d'écrire : « au paragraphe 4, 2°, les mots 'lesgevers en' sont remplacés par les mots 'personen of', dans le texte néerlandais ».

5. Au paragraphe 6, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire : « Avant de faire usage de l'une ou de plusieurs des habilitations prévues par le présent article, le Roi demande l'avis de la Commission de la protection de la vie privée ».

6. Le paragraphe 6, alinéa 4, en projet est inutile. L'article 29, § 3, de la loi du 8 décembre 1992 précitée offre une garantie suffisante en cas d'inaction de la Commission.

Article 29

1. Plutôt que de mentionner la « Régulation du transport Ferroviaire », il serait plus clair, plus précis et plus conforme à l'article 5, 21°, de la loi du 4 décembre 2006, de mentionner « l'autorité de régulation économique du transport ferroviaire, dénommée organe de contrôle ».

2. Au paragraphe 2, dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

« § 2. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 33, modifiée en dernier lieu par la loi-programme du 23 décembre 2009 est complétée comme suit : ».

Article 30

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

« Art. 30. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la sous-rubrique 33-8, insérée par la loi-programme du 22 décembre 2008, est modifiée comme suit : ».

2. Plutôt que de mentionner la « Régulation de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National », il serait plus clair, plus précis et plus conforme à l'article 52, 3°, de la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses, de mentionner l'autorité de régulation économique de l'aéroport de Bruxelles-National.

3. Il y a lieu de réécrire entièrement la dénomination du fonds budgétaire organique ainsi que la nature des dépenses autorisées.

Article 31

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

« Art. 31. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, dans la sous-rubrique 33-9, insérée par la loi-programme du 23 décembre 2009, la nature des recettes affectées est complétée comme suit : - Le remboursement ... ».

Article 32

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

« Art. 32. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, dans la sous-rubrique 33-10, insérée par la loi-programme du 23 décembre 2009, la nature des recettes affectées est complétée comme suit : - Le remboursement ... ».

Articles 35 et 36

Ces articles doivent faire l'objet d'un commentaire dans l'exposé des motifs.

Article 36

Il y a lieu d'écrire : « inséré par » et non « telle qu'inséré par ».

Chapitre 10

Il y a lieu d'écrire « Disposition finale » au singulier.

Article 37

1. Il y a lieu d'omettre les mots « qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 ».

2. Parmi les dispositions qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi, ne faut-il pas mentionner également l'article 35 de l'avant-projet ? En effet, la loi 'relative à l'organisme fédéral d'enquête sur les accidents de la navigation' n'a pas encore été adoptée.

3. Il y a lieu d'écrire :

« La présente loi entre en vigueur le dixième jour après celui qui suit sa publication au Moniteur belge ».

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Mesdames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.953/2/V
VAN 2 AUGUSTUS 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 juli 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “houdende diverse bepalingen betreffende de mobiliteit”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het indienen van een wetsontwerp bij het Parlement noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

De brieven waarmee het voorontwerp aan de gewesten is meegedeeld, maar waarop nog niet geantwoord is, zijn bij de adviesaanvraag gevoegd.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat het voorafgaande vormvereiste van het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het voorontwerp wordt volbracht. Mocht zulks ertoe leiden dat de voorliggende bepalingen worden gewijzigd, dan zouden die opnieuw *ter fine* van advies moeten worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 4

(wijziging van artikel 65 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur)

In de Franse tekst van de bepaling onder 1° zijn de te vervangen woorden “sa saisine” in plaats van “la saisine”.

Artikel 5

(ontworpen artikel 67, § 1, van dezelfde wet)

1. In het ontworpen artikel 67, § 1, eerste lid, behoort te worden geschreven “Om alle werkings- en personeelskosten van het toezichthoudende orgaan te dekken, ...”.

2. In artikel 5 wordt melding gemaakt van “de houders van een veiligheidscertificaat deel B” en van “de houder van de veiligheidsvergunning”.

Doordat in de wet van 4 december 2006 ‘betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur’ geen melding wordt gemaakt van een deel B van het veiligheidscertificaat, noch van het bestaan van een veiligheidsvergunning, moet in het voorontwerp worden aangegeven in welke bepaling gerefereerd wordt aan elk van deze beide stukken.

Artikel 6

(ontworpen artikel 4/1 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen)

Overeenkomstig richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 ‘inzake de certificering van machinisten die locomotieven en treinen op het spoorwegsysteem van de Gemeenschap besturen’, behoort melding te worden gemaakt van treinbestuurders die “uitsluitend” werkzaam zijn op baanvakken die tijdelijk gesloten zijn voor het normale verkeer.

Artikel 7
(wijziging van artikel 12, 11°, van dezelfde wet)

In de inleidende zin behoort “vervangen bij de wet van 26 januari 2010” te worden geschreven in plaats van “ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010”.

Artikel 8
(ontworpen artikel 14/1, § 3, van dezelfde wet)

1. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld : “In artikel 14/1 van dezelfde wet wordt paragraaf 3, vervangen bij de wet van 23 december 2009, vervangen als volgt :”.

2. Er behoort te worden bepaald dat de betrokkene gehoord wordt voordat de sanctie van de intrekking van de toelating wordt opgelegd.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 9 (ontworpen artikel 14/2, § 1, laatste lid).

Artikel 9
(ontworpen artikel 14/2 van dezelfde wet)

In de inleidende zin dient eveneens te worden vermeld dat artikel 14/2 ingevoegd is bij de wet van 22 december 2008.

Artikel 10
(ontworpen artikel 14/4bis van dezelfde wet)

1. De ontworpen paragraaf 1 zou beter ingevoegd worden in artikel 14/1, § 1, van de wet van 19 december 2006. Paragraaf 2 zou logischerwijze moeten volgen op artikel 14/4ter, dat ingevoegd wordt bij artikel 11 van het voorontwerp. Bijgevolg zou het huidige artikel 14/4bis opgeheven moeten worden.

2. Subsidiair behoort in de inleidende zin te worden vermeld dat artikel 14/4bis “ingevoegd”, en niet “gewijzigd” is, bij de programmawet van 23 december 2009.

Artikel 16

(ontworpen artikel 37/6, § 4, van dezelfde wet)

1. In de Franse tekst van het ontworpen eerste lid, 1°, is sprake van “toutes les autorisations”, terwijl artikel 37/6, § 1, als volgt luidt : “L’autorité de sécurité tient un registre de toutes les licences délivrées, mises à jour, renouvelées, modifiées, expirées, suspendues, retirées ou déclarées perdues, volées ou détruites.”

De woorden “toutes les autorisations” behoren dan ook te worden vervangen door de woorden “toutes les licences”.

2. In het ontworpen tweede lid wordt bepaald dat “op straffe van nietigheid” alle bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens geëerbiedigd moeten worden.

De Raad van State vraagt zich af waarop die nietigheid juist betrekking heeft.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 17 van het voorontwerp (ontworpen artikel 37/14, § 4, tweede lid).

Artikel 23

(wijziging van artikel 37/27 van dezelfde wet)

1. In de ontworpen paragraaf 1, 3bis° [lees: 3°bis], behoort te worden geschreven : “de regels voor de aanvraag en de afgifte van een erkenning ...”.

2. In de Franse tekst van paragraaf 1, 4°, dient te worden geschreven “et le 6°” in plaats van “et le 6”.

3. Volgens de gemachtigde ambtenaar moet in paragraaf 1, 5°, het woord “examen” vervangen worden door het woord “keuring” in plaats van door het woord “onderzoek”.

4. Volgens de gemachtigde ambtenaar behoort in paragraaf 1, 6°, te worden geschreven : “in de Nederlandse tekst van paragraaf 4, 2°, worden de woorden ‘lesgevers en’ vervangen door de woorden ‘personen of’”.

5. In de ontworpen paragraaf 6, tweede lid, schrijve men : “Alvorens gebruik te maken van een of meer van de machtigingen waarin dit artikel voorziet, vraagt de Koning het advies aan van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.”

6. De ontworpen paragraaf 6, vierde lid, is overbodig. Artikel 29, § 3, van de voormelde wet van 8 december 1992 biedt voldoende zekerheid in geval van verzuim tijdens de Commissie.

Artikel 29

1. In plaats van melding te maken van de “Regulering van het Spoorwegvervoer” zou het duidelijker, nauwkeuriger en meer in overeenstemming met artikel 5, 21°, van de wet van 4 december 2006 zijn melding te maken van “de overheid bevoegd voor de economische regulering van het spoorwegvervoer, genaamd toezichthoudend orgaan”.

2. In paragraaf 2 dient de inleidende zin als volgt te worden geredigeerd :

“§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt rubriek 33, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009, aangevuld als volgt :”.

Artikel 30

1. De inleidende zin dient als volgt te worden geschreven :

“Art. 30. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt subrubriek 33-8, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 22 december 2008, gewijzigd als volgt :”.

2. In plaats van melding te maken van de “Regulering van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal” zou het duidelijker, nauwkeuriger en meer in overeenstemming zijn met artikel 52, 3°, van de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen om melding te maken van de economisch regulerende overheid van de Luchthaven Brussel-Nationaal.

3. De benaming van het organiek begrotingsfonds en de aanduiding van de aard van de toegestane uitgaven dienen volledig te worden herschreven.

Artikel 31

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

“Art. 31. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt in subrubriek 33-9, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, de aard van de toegewezen ontvangsten aangevuld als volgt : - Terugbetaling ...”.

Artikel 32

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

“Art. 32. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt in subrubriek 33-10, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, de aard van de toegewezen ontvangsten aangevuld als volgt : - Terugbetaling ...”.

Artikelen 35 en 36

Aan deze artikelen moet in de memorie van toelichting een commentaar worden gewijd.

Artikel 36

Men schrijve : “In artikel 355, tweede lid, van ... bepalingen, ingevoegd bij de wet van ...”.

Hoofdstuk 10

Men schrijve “Slotbepaling” in het enkelvoud.

Artikel 37

1. De woorden “dat in werking treedt op 1 januari 2012” dienen te vervallen.

2. Moet onder de bepalingen die in werking treden op een door de Koning bepaalde datum niet eveneens artikel 35 van het voorontwerp worden vermeld ? De wet ‘betreffende de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen’ is immers nog niet aangenomen.

3. Er behoort te worden geschreven :

“Deze wet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.”

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
de Dames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU